

Réorientons l'Europe

« Soyons prêts, en 2014, à mener une campagne enthousiaste pour remporter la majorité au Parlement européen », s'est exclamé Martin Schulz, devant les socialistes français réunis à la Rochelle pour leur université d'été.

Pour le président du Parlement européen, qu'Harlem Désir a présenté comme « l'un des principaux alliés de François Hollande dans son combat pour réorienter l'Europe », il faut avoir le courage de dénoncer l'état lamentable dans lequel se trouve actuellement l'Union Européenne. « Ce n'est pas forcément être eurosceptique que de critiquer l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui », a-t-il insisté. En effet, l'Europe de Barroso n'est ni transparente, ni démocratique, ni socialement juste.

Notre continent est le plus riche du monde mais nous permettons d'énormes disparités en son sein. Dans certaines régions d'Espagne ou de Grèce, par exemple, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans dépasse les 50%. Alors que les faits leur donnent tort tous les jours, les libéraux persistent, au nom de la compétitivité, à vouloir augmenter la durée du travail et à baisser les salaires et les droits des salariés alors qu'il faut faire l'inverse.

« Nous importons des vêtements produits par des ouvrières du Bangladesh, qui meurent dans des incendies d'ateliers vétustes, alors que nous devrions plutôt exporter des droits sociaux dans ces pays », a insisté le président du Parlement.

Il n'y a pourtant pas de fatalité. L'Europe reste une grande et belle idée, basée sur la coopération des pays, par-delà les

frontières, sur la base d'un respect mutuel. C'est ainsi que pendant 60 ans le continent a pu vivre en paix et que la démocratie a pu s'installer. Il s'agit d'une construction politique unique dans le monde. « **Même une partie de la droite peut se retrouver sur cette ambition** », a rappelé le président du Parlement.

Mais aujourd'hui, c'est l'extrême-droite, dans tous les pays, qui tente de profiter de la faiblesse de l'Union.

Tous les électeurs européens doivent comprendre qu'il sera possible, aux élections de 2014, de réorienter l'Europe pour qu'elle devienne un espace de coopération et de solidarité. Il faudra aussi que tous les socio-démocrates fassent preuve de pédagogie pour expliquer les enjeux de ce scrutin.

Pour le président du Parlement, les Européens veulent plus de coopération et de solidarité entre les peuples.



Martin Schulz : la gauche peut gagner

Le parti des socialistes européens (PSE) est la seule force politique organisée en Europe qui pourra apporter un projet alternatif à celui de la droite conservatrice et libérale. Compte tenu de l'importance de l'enjeu, pour la vie quotidienne de tous les citoyens européens, il n'est pas trop tôt pour commencer à préparer cette campagne. 🇪🇺

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 29/08/2013



Dossier de la semaine

Les 3 batailles du PS



Vie de la Fédération

La fête des 40 roses



Interview

Ayons de l'audace !

Avec Hadrien Ghomi

Inventaire

Il ne sortira rien de l'opération « Retour sur les années Sarkozy » que semble vouloir mener l'UMP. C'est à la fois trop tard et trop tôt. Trop tard car ce genre d'exercice collectif aurait dû se mener avant que les ambitions des uns et des autres ne soient dévoilées. Trop tôt car tant que l'ancien président de la République ne se sera pas retiré clairement de la vie politique, aucun débat serein et franc ne sera possible.

À force d'avoir confondu parti politique et fan club, la droite s'est condamnée à ne pas pouvoir mener une réflexion sereine sur le bilan de son ancien chef de file.

À l'inverse de ce retour vers le passé, le PS préfère se projeter dans l'avenir pour inventer la France de demain : le droit d'invention plutôt que le droit d'inventaire.

On ne lâche rien !



Lors de son intervention à la tribune de La Rochelle, Jean-Marc Ayrault est revenu sur l'action du gouvernement durant la première année du quinquennat. « Ce n'est pas au moment où nous voyons les premiers résultats apparaître que nous allons flancher », a-t-il promis.

Le Premier ministre est revenu sur l'action de son gouvernement. « Nous ne nous contentons pas de commenter l'actualité », a-t-il rappelé. « Pour agir juste il faut penser loin » et c'est justement forts de cette conviction que les membres du gouvernement ont planché sur la France en 2025, durant cet été. Cet exercice de prospective est indispensable. Il y a encore vingt ans, la part de la richesse produite par les pays émergents dans le monde était de 36%. Elle dépasse, aujourd'hui, les 50%. Il y a dix ans, la Chine était au 6^e rang mondial en matière d'investissement dans la recherche et le développement. Aujourd'hui, elle est 2^e et demain elle dépassera les États-Unis. Dans un monde qui change aussi rapidement, il faut se projeter dans l'avenir pour pouvoir prendre les bonnes décisions.

Face à une droite haineuse qui se permet encore de donner des leçons, le Premier ministre a préféré mettre en avant les chantiers ouverts par son gouvernement.

« C'est nous qui redonnons un droit à l'avenir à tous les jeunes de ce pays. C'est nous qui créons 60 000 postes dans l'éducation. C'est nous qui augmentons les bourses pour les étudiants. C'est nous qui favorisons l'accès des élèves handicapés dans les écoles. C'est nous qui mettons en place la garantie-jeunes. C'est nous qui séparons les activités spéculatives des banques des opérations de dépôt. C'est nous qui plafonnons les frais bancaires. C'est nous qui cédon les terrains de l'État aux collectivités qui veulent construire des logements sociaux. C'est nous qui bloquons l'augmentation des loyers dans les zones en tension. C'est nous qui engageons le grand chantier de l'efficacité énergétique pour réduire notre dépendance aux énergies polluantes et diminuer la facture des ménages. C'est nous qui recherchons dans chaque entreprise en difficulté les moyens de préserver l'emploi... », a énuméré le Premier ministre.

Les 3 batailles du PS

Dans son discours de clôture de l'université d'été de La Rochelle, Harlem Désir a donné le ton de la rentrée 2013 des socialistes : mobilisés, ils ne lâchent rien et s'engagent avec détermination pour « agir au présent et penser le futur », aux côtés de François Hollande et du gouvernement.



« Soyons mobilisés ! »

Car c'est bien le sens de l'université de La Rochelle : réunir tous les socialistes pour réfléchir et confronter des points de vue, mais aussi préparer les mobilisations militantes.

Le Premier secrétaire du Parti Socialiste a fermement dénoncé « le bloc droitier », composé de l'extrême-droite et d'une partie de l'UMP qui « joue sur les peurs, alimente les haines et désigne les ennemis de l'intérieur ».

Pour Harlem Désir, la droite doit se ressaisir et refuser les compromissions avec le FN. « Car le Front national n'est pas un parti comme les autres. S'il a changé de masques, il n'a pas changé de visage. La seule différence entre Marine Le Pen et son père, c'est que la présidente du FN veut accéder au pouvoir. Et certains, à l'UMP sont prêts à l'y aider. »

Dans ce contexte, Harlem Désir a appelé les socialistes à engager trois batailles.

La première est culturelle. Elle consiste à expliquer ce qui se cache derrière les discours de Marine Le Pen et de Jean-François Copé. Car c'est une constante dans l'histoire de notre pays. Lorsque la gauche arrive au pouvoir, droite et extrême-droite se liguent pour mener un procès en illégitimité. Il faut démonter le discours de l'extrême-droite et dénoncer ces propositions qui, si elles étaient appliquées,

seraient catastrophiques pour les salariés, pour les femmes, pour les jeunes et surtout pour la France qui a besoin d'être unie et rassemblée pour surmonter la crise.

La seconde bataille à mener est idéologique. « Nous devons encore et encore expliquer le sens de la société que nous voulons bâtir », a martelé Harlem Désir. Les socialistes veulent ré-enchanter le rêve français qui prend ses racines dans la révolution de 1789, dans les Lumières ou dans le programme du Conseil national de la résistance. C'est ce récit républicain qu'il convient de reprendre et de poursuivre. Il repose sur la défense de la valeur travail, qui s'oppose à la rente, de la valeur du progrès qui a toujours été défendu par la gauche et le vivre ensemble par la laïcité.

Enfin, en 2014, la gauche devra aussi mener des batailles électorales, dans les communes et en Europe. Là encore, les socialistes iront à la rencontre des Français pour leur expliquer les enjeux de ces consultations. Dans les villes, la gauche unie, mène des politiques de solidarité et de cohérence sociale. Il faut que ces équipes puissent continuer leur action en matière de logement, de politique culturelle, de transport, d'éducation et que la gauche aille conquérir de nouvelles municipalités. Harlem Désir a, de nouveau, appelé à la constitution de listes de rassemblement de la gauche, dès le premier tour pour les élections municipales.



Les Finistériens à La Rochelle

La gauche peut être majoritaire au Parlement européen mais là encore, alors que la commission européenne laisse l'Europe dans un état lamentable, comme l'a dénoncé Martin Schulz, les socialistes devront convaincre les électeurs qu'un sursaut est possible et qu'un Parlement majoritairement à gauche saura placer l'emploi et la croissance au cœur de ses priorités. 🇫🇷

La fête des 40 roses

Comme chaque année, les socialistes de la 8^e circonscription organisent la fête de la rose, le 15 septembre, à la prairie Saint-Nicolas à Quimperlé.

Mais l'édition 2013 sera un peu particulière : en effet, elle intervient 40 ans après la première victoire législative de Louis Le Pensec. Depuis 1973, cette circonscription est toujours restée à gauche. « C'est la seule de Bretagne », souligne le député Gilbert Le Bris.

En mars 1973, Louis Le Pensec, maire de Mellac, se présente aux Législatives. Cette campagne restera dans toutes les mémoires. Louis Le Pensec avait fait appel à l'affichiste Alain Le Quernec pour cette campagne et les murs de la circonscription, de Saint-Yvy à Arzano, étaient recouverts d'affiches représentant une Marianne bleue. Raymond Le Saux, suppléant de Louis Le Pensec en 1973, se souvient d'une campagne très minutieusement préparée.

En 1981, Louis Le Pensec devient le premier ministre de la Mer.



Louis Le Pensec, mobilisé pour la présidentielle de 2012

En 1988, l'élu finistérien est nommé ministre des Dom-Tom dans le gouvernement de Michel Rocard. C'est lui qui ramènera la paix en Nouvelle-Calédonie, alors que le RPR de l'époque avait dressé les Calédoniens les uns contre les autres.

La 8^e circonscription est la seule digue qui résiste à la vague bleue de 1993, dans le Finistère. Louis Le Pensec fait partie de

la petite cinquantaine de députés socialistes qui animent l'opposition à l'Assemblée.

En 1997, il entre au gouvernement comme ministre de l'Agriculture. À ce poste il met en place les CTE qui reconnaissent le rôle social et environnemental des exploitations. Il mène victorieusement la liste aux Sénatoriales en 1998.

À la suite de Louis Le Pensec, Gilbert Le Bris remporta les Législatives en 2002, 2007 et 2012.

Tous les militants et sympathisants qui permirent la victoire de 1973, mais aussi, tous ceux qui prirent part à toutes celles qui suivirent se retrouveront, à Quimperlé, lors de ce moment de convivialité et d'échanges. 🍷

Interview

Ayons de l'audace !

Avec Hadrien Ghomi

« **Ayons de l'audace, l'appel d'une jeunesse vigilante** » (encyclopédie du socialisme) est un ouvrage collectif. Sous la direction d'Hadrien Ghomi, 42 contributeurs avancent 200 propositions pour changer la France.

Cap Finistère : Qui est à l'origine de ce livre ? Et qui sont ses auteurs ?

Hadrien Ghomi : Pendant la campagne pour l'élection présidentielle de François Hollande, j'ai été sensible à l'appel lancé à la jeunesse par le candidat socialiste. Désireux de voir un certain nombre de propositions entrer en vigueur le plus rapidement possible, nous avons décidé de rassembler 200 propositions que nous jugeons importantes pour la jeunesse et, plus largement, pour notre pays.

Issus d'horizons militants divers, encartés (Parti Socialiste, Europe Écologie Les

Verts ou Parti Radical de Gauche) ou non, engagés dans les partis de gauche soutenant la majorité, les syndicats et les associations. Nous souhaitons alerter le gouvernement.

Nous avons tous moins de 35 ans, et nous respectons parfaitement la parité, puisque nous sommes 21 femmes et 21 hommes.

Cap Finistère : Pouvez-vous nous présenter quelques-unes de vos propositions que certains qualifient de provocatrices ?

Hadrien Ghomi : Nous avons plusieurs propositions importantes mais je n'en citerai que quelques-unes : accorder la PMA (Procréation médicalement assistée) à tous les couples de femmes, rendre le vote obligatoire à toutes les élections et comptabiliser le vote blanc dans les suffrages exprimés, instaurer un service civil obligatoire d'une durée de 6 à 12 mois pour tous les jeunes de plus de 18 ans, etc. En tout, il y en a 200 dans notre livre.

Cap Finistère : Acceptez-vous le parallèle avec la droite forte ?

Hadrien Ghomi : Non, pas du tout. Le parallèle avec la droite forte ne me semble pas du tout pertinent. Comme chacun pourra s'en rendre compte en lisant notre livre, nous avons effectué un vrai travail de fond. Eux se contentent de petites phrases sans véritable contenu.

Cap Finistère : Avez-vous vocation à devenir un nouveau Think Tank ?

Hadrien Ghomi : Nous ne voulons pas être un énième think tank de jeunes à gauche.

En revanche, nous envisageons de nous structurer en tant que nouvelle plate-forme de la jeunesse progressiste. L'idée serait de faciliter les relations et les rencontres entre la société civile (jeunesse, associations, syndicats, intellectuels, etc.) avec la majorité de gauche.

En savoir plus : <http://www.ayonsdelaudace.com/> 🍷



Agenda

31 août

9 h 30 : Réunion du BREIS à Pontivy, sur la décentralisation en présence de Marylise Lebranchu.

6 septembre

18 h 45 : Conseil fédéral à Brest.

8 septembre

Barbecue des sections brestoises.

15 septembre

Fête des 40 roses à Quimperlé.

22 septembre

14 h 00 : Fête de la 1^{ère} circonscription au Chapeau Rouge à Quimper, en présence de Najat Vallaud-Belkacem.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1014 - Vendredi 30 août 2013
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Automobile : le Finistère en « pôle position »

Près de 1250 entreprises et 7 600 salariés travaillent dans le secteur automobile dans le Finistère. En juillet, le Conseil général a souhaité valoriser cette filière qui participe au développement économique et à l'attractivité du Département.

Pour promouvoir le dynamisme économique du Finistère, le Département organise régulièrement des voyages de presse pour les journalistes français et internationaux. L'occasion pour eux de découvrir et d'échanger avec les acteurs finistériens qui participent à son développement et à son attractivité. Ces opérations sont menées dans le cadre de la charte d'internationalisation qui regroupe les chambres consulaires et les grandes agglomérations finistériennes autour du Conseil général. Depuis 2007, 138 entreprises ont ainsi été visitées et 187 journalistes accueillis dans le cadre de 11 voyages de presse.

En juillet 2013, le Conseil général et ses partenaires ont souhaité mettre en avant la filière automobile et automotive du département. Celle-ci occupe une place plus discrète par rapport à d'autres secteurs et doit faire face, elle aussi, à un contexte économique difficile.

Pourtant, à la pointe de la Bretagne, grâce à un réseau structuré et à une forte capacité d'innovation, ce secteur regroupe près de 1250 entreprises et 7 600 salariés. Ceux-ci contribuent activement au dynamisme économique de nos territoires en misant sur la qualité de l'offre et l'expertise. Des atouts qui profitent aux groupes internationaux implantés dans le Finistère, comme ils favorisent l'internationalisation des PME locales de la filière.

Les acteurs finistériens de l'automobile et de l'automotive regroupent des compétences et savoir-faire reconnus dans différents domaines : filtration, plasturgie et prototypage, système de sécurité active, logiciels embarqués, production d'airbags, logiciels de localisation, conception de batterie au lithium destinées à l'alimentation de voitures électriques... Ces entreprises finistériennes se caractérisent par leur capacité à travailler en réseau et à se développer à l'international. Le Finistère accueille ainsi des équipementiers,

leaders mondiaux pour certains, qui développent des technologies innovantes au service du véhicule de demain.

Les élu-es du groupe « Finistère à gauche » ont à cœur de soutenir cette dynamique et ses acteurs et de participer à les faire connaître et reconnaître.

Une bonne nouvelle pour les départements de France !

Le 16 juillet, Jean-Marc Ayrault a présenté Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités locales.

À cette occasion le premier ministre a annoncé une recette nouvelle de l'ordre de 2 milliards d'euros pour les départements, afin qu'ils puissent faire face à l'augmentation considérable des charges liées à l'action sociale dans les territoires.

« Cela faisait maintenant une dizaine d'années que les départements réclamaient une compensation financière de l'État eu égard à la montée en puissance des dispositifs du RSA, de l'allocation aux personnes handicapées ainsi que de l'APA pour les personnes âgées », rappelle François Marc.

« Malgré la situation financière difficile du pays, il était, je crois, normal que le gouvernement trouve une solution pour permettre aux départements d'honorer les engagements pour ceux de nos concitoyens qui sont, aujourd'hui, les plus défavorisés ou les plus en difficulté, ou encore les plus dépendants en termes de santé et de handicap » estime le sénateur du Finistère qui « se félicite de cet arbitrage favorable du gouvernement qui fait suite à plusieurs réunions de travail auxquelles j'avais participé ces derniers mois sur cet important sujet ».

Gad : période d'observation prolongée



Le mercredi 21 août, le Tribunal de commerce de Rennes a prolongé la période d'observation du groupe Gad.

« Les juges, dans leur grande sagesse, ont décidé de poursuivre la période d'observation jusqu'au

16 octobre prochain avec l'obligation pour le groupe Cecab de déposer ses plans pour le 18 septembre », s'est félicitée Chantal Guittet.

« Cela permettra au cabinet de KPMG, mandaté par la Communauté de Communes de Landivisiau pour étudier toutes les solutions envisageables pour sauver l'abattoir de Lampaul Guimiliau, de rendre ses conclusions », a expliqué la députée de la 5^e circonscription.

Les élus finistériens sont très mobilisés sur ce dossier et mettent tout en œuvre pour trouver une issue favorable pour l'ensemble des salariés de cette société.

Non cumul

Dans son engagement n°48, François Hollande annonçait : « Je ferai voter une loi sur le non-cumul des mandats ».

Par 300 voix contre 228 sur 528 suffrages exprimés, l'Assemblée nationale a adopté, le mardi 9 juillet, en première lecture, le projet de loi organique qui interdit aux parlementaires de cumuler leur fonction avec la direction d'un exécutif local.

Brest : métropole



François Cuillandre et les élus brestoises se sont mobilisés, cet été, pour faire reconnaître le statut métropolitain de Brest, à travers le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, le 22 juillet.

À l'origine, ce texte ne comprenait le fait métropolitain qu'à travers son seul caractère démographique interdisant ainsi à la ville de Brest d'accéder au statut de métropole.

François Cuillandre a plaidé la cause de la ville auprès du président de la République et du Premier ministre, faisant valoir l'importance de la dimension métropolitaine de la ville dans des domaines comme la santé, la recherche ou l'enseignement supérieur.

Les parlementaires et ministres bretons ont soutenu cette démarche. La reconnaissance du statut de métropole permettra à Brest de s'inscrire dans des projets de développement économique, en particulier dans les filières d'avenir.